

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

THE SOUTH CENTRE. *For a Strong and Democratic United Nations, A South Perspective on UN Reform*. Londres, ZedBoohs, 1997, 248p.

par Yves Beigbeder

*Études internationales*, vol. 30, n° 3, 1999, p. 621-623.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704068ar>

DOI: 10.7202/704068ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

sairement les réponses que certains pays avaient cherchées jusque-là » (p. 202). Ainsi, entre le Sommet d'Harare en 1991 et la Conférence des parlementaires du Commonwealth de Banff au Canada en 1994, le Commonwealth s'est évertué à mettre en place un programme et des actions pour promouvoir la démocratie et les libertés individuelles, le développement durable et la bonne gouvernance. Il est donc désormais, selon l'auteur, un réseau multilatéral d'aide et de solidarité, une force de progrès et d'équilibre.

Même s'il existe beaucoup d'ouvrages sur le Commonwealth, celui de Jean-Claude Redonnet est très bon. C'est un excellent outil d'information sur la connaissance des fondements, des politiques et des programmes du Commonwealth depuis sa création.

M. HOUNDJAHOUÉ

ENA

Cotonou, Bénin

### **For a Strong and Democratic United Nations, A South Perspective on UN Reform.**

THE SOUTH CENTRE. Londres, Zed Books, 1997, 248 p.

Le principal objectif et l'intérêt de cet ouvrage est de chercher à refléter les points de vue généralement partagés par les pays en développement (PED), ou pays du Sud, concernant la réforme institutionnelle des Nations Unies, afin d'élargir le débat actuel, largement dominé par les points de vue du Nord. Il s'agit également de faire en sorte que le Sud adopte une attitude constructive dans ce domaine, et non plus défensive.

La thèse principale est que l'ONU doit être défendue contre des critiques mal justifiées, que son rôle économique doit être renforcé et revitalisé, son financement mieux assuré, que l'indépendance de son personnel soit mieux protégée.

Pour atteindre ce but, des propositions sont formulées. Le mandat et le rôle de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix et les affaires humanitaires doivent être réaffirmés. L'Assemblée devrait se réunir toute l'année. La composition du Conseil de sécurité doit être « démocratisée » (dans le sens d'une meilleure représentation des PED), le droit de veto aboli ainsi que le statut de membre permanent. Concernant le financement de l'ONU, les contributions des États membres au budget ordinaire devraient être limitées dans une fourchette de 10 à 12,5 %, – le poids de ces contributions à l'égard des quotas de « distribution géographique » du personnel devrait être diminué, – le système des contributions volontaires devrait être réduit et finalement aboli, – des impôts internationaux devraient compléter, et ultérieurement remplacer les contributions obligatoires. Les institutions de Bretton Woods, Banque mondiale et Fonds monétaire international, doivent également être démocratisées. Enfin, l'ONU doit donner priorité aux stratégies de développement et à la politique économique et sociale, ce qui supprimerait, selon cet ouvrage, une des causes principales des catastrophes qui affectent de plus en plus de pays du Sud.

Dans une Première Partie, le livre identifie les problèmes auxquels l'ONU est confrontée. Son Chapitre 1

souligne que les organisations internationales sont importantes pour les PED, étant les canaux par lesquels les PED exposent leur position sur les dimensions multilatérales des questions politiques, économiques et sociales. Les PED doivent donc définir leurs propres intérêts et formuler leurs propres propositions pour la réforme des Nations Unies et des institutions financières. Son Chapitre 2 évoque le « dur combat » des Nations Unies, dont la vision internationaliste et démocratique s'est heurtée à la réalité des politiques de puissance. Grâce à l'ONU, un sentiment de conscience globale s'est développé. Pour les PED, les Nations Unies ont offert une arène politique et soutenu leur lutte pour la décolonisation et leur émancipation politique. L'action normative des agences spécialisées a aidé à l'institution d'un ordre international. Un programme global de développement a vu le jour. Cependant, le rôle économique des Nations Unies a été progressivement marginalisé, et le dialogue Nord-Sud a été virtuellement interrompu. La CNUCED, l'ONUDI et les Commissions économiques régionales sont soumises à attaques, malgré leurs importantes contributions. Le non-paiement des contributions obligatoires aux organisations des Nations Unies et l'utilisation croissante des contributions volontaires, accompagnée de conditionnalité, ont causé des pressions sur les organisations et sur certains PED. Par contre, les institutions financières sont censées avoir un avantage comparatif par rapport aux Nations Unies dans le domaine de la macro-économie. L'économie néo-libérale a provoqué de nombreux problèmes en accroissant les différences économiques et sociales dans les

populations. L'assistance humanitaire ainsi que le maintien de la paix sont devenus les activités principales de l'ONU, avec des conséquences pour les priorités, le budget, le personnel et les opérations de l'Organisation. L'ouvrage critique la politisation et la militarisation de l'assistance humanitaire, accordée de manière sélective, paternaliste et interventionniste par le Conseil de sécurité, et évoque le spectre d'un « colonialisme post-colonial ». L'ONU dépend trop des contributions financières de quelques-uns de ses membres. La fonction publique internationale souffre d'un excès de bureaucratisation, le personnel de l'ONU a perdu sa motivation.

Le Chapitre 3 souligne la nécessité de la réforme, tout en rejetant le transfert mécanique de modèles adoptés dans le secteur privé ou par certains gouvernements. Les principes fondamentaux de l'ONU sont rappelés : la démocratie, l'égalité souveraine des membres, le respect des obligations des membres, la diversité et le pluralisme, une approche intégrée pour traiter les problèmes du monde.

Les six chapitres de la deuxième partie reprennent les thèmes déjà abordés dans la première partie. Enfin, les deux chapitres de la troisième partie reprennent les principales conclusions et propositions de l'étude.

L'ouvrage réunit les principales thèses et propositions du Sud concernant la réforme de l'ONU, un utile contre-point aux propositions et pressions des États-Unis et d'autres pays industrialisés tendant à limiter le rôle de l'ONU et à réduire son budget et son personnel. Il rappelle justement que l'ONU est une organisation universelle

et que les vues et les intérêts de tous les groupes de pays doivent être pris en compte.

Sur la forme, on peut regretter des répétitions inutiles dans les trois parties, qui auraient pu être réduites à un exposé des problèmes, suivi par des recommandations.

Sur le fond, il faut rappeler que ni le « Sud » ni le « Nord » ne constituent des ensembles homogènes. Les thèses exposées dans l'ouvrage ne représentent sans doute que les positions les plus avancées de certains pays du Sud.

Les propositions concernant le Conseil de sécurité – suppression du veto et du statut de membre permanent – sont vouées à l'échec... en raison du droit de veto. Le renforcement du rôle économique de l'Assemblée générale est également utopique, les pays industrialisés voulant continuer à exercer leur pouvoir économique par l'intermédiaire des institutions financières. La suppression des contributions volontaires n'est pas dans l'intérêt des organisations internationales : ces contributions font vivre certaines institutions comme le HCR et l'UNICEF et permettent la mise en œuvre de grands programmes, comme l'éradication de la poliomyélite.

Par contre, il serait souhaitable de limiter le maximum des contributions au budget ordinaire à 12 ou 15 %, pour éviter l'excès d'influence de tel ou tel pays. Il serait bon qu'une partie des recettes des organisations des Nations Unies proviennent de taxes internationales, ou de revenus spécifiques, comme à l'OMPI par exemple, sans ignorer les fortes objections

du Sénat des États-Unis à cette proposition.

Plus généralement, les thèses du Sud tendent à renforcer l'ONU dans le domaine politique et économique et à rendre son personnel plus indépendant. Ce renforcement, souhaitable en soi, n'affecterait-il pas la souveraineté nationale des États du Sud, que ceux-ci veulent défendre ?

Yves BEIGBEDER

UNITAR, Genève, Suisse

## ENVIRONNEMENT ET ÉCOLOGIE

### Pour aborder le **xxi<sup>e</sup>** siècle avec le développement durable.

PASSARIS, Solange et Krystina VINAVER.  
Grenoble, PUG, Série Développement,  
croissance et progrès, 1998, 296 p.

Cette livraison d'Économie et Sociétés est un mélange en l'honneur d'Ignacy Sachs, socio-économiste hétérodoxe, chantre de « l'éco-développement » aujourd'hui qualifié de développement durable. Outre la préface de S. Passaris et K. Vinaver, l'ouvrage contient vingt-deux contributions d'auteurs, originaires de onze pays situés sur quatre continents, théoriciens ou praticiens du développement, qui possèdent un commun intérêt pour l'œuvre d'Ignacy Sachs et pour le développement durable. Le volume s'articule autour de trois chapitres.

Le premier chapitre, « Développement, théories et pratiques », réunit des contributions d'auteurs issus d'horizons divers. Le constat d'un « profond malaise » de la pensée et de la pratique du développement conduit les économistes à proposer, chacun à leur manière, un renouvelle-